

## RÉSUMÉ

Pour tenter d'analyser l'expérience de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) à Mindanao, cette étude aborde le contexte historique du conflit qui sévit dans l'île, ainsi que les vecteurs d'importation des armes à feu, les efforts du gouvernement pour mettre un frein à la prolifération des armes, et les négociations de paix.

Le conflit de Mindanao a été attribué à divers facteurs, dont la religion, l'oppression musulmane et les privations socio-économiques, les machinations politiques de diverses forces nationales et étrangères, et l'ineptie du gouvernement philippin à Mindanao. Les appels à l'autonomie, à la sécession ou à la fédération ont pris une dimension révolutionnaire dans les années 1970, à l'instigation des éléments radicaux du Front moro de libération nationale (MNLF).

La prolifération des armes légères exacerbe le conflit. Dès 1969, le MNLF a été soutenu de l'étranger, notamment sous forme de livraisons d'armes et d'entraînement militaire. Les principales sources actuelles d'armes à feu illégales à Mindanao sont les armes perdues au cours d'opérations militaires ou policières, la fabrication clandestine, les livraisons de l'étranger, la contrebande, et la fabrication par les rebelles eux-mêmes. En 1998, selon les chiffres publiés par la police, quelque 329 985 armes à feu se trouvaient dans le pays, entre les mains d'amateurs d'armes à feu, de chefs de guerre politiques, de bande criminelles, et même de fonctionnaires et d'agents du gouvernement.

À Mindanao, les particuliers possèdent des armes à feu pour leur sécurité, pour le pouvoir et le prestige, ainsi que pour des raisons socio-économiques. On dit aussi qu'il est dans la « culture » des musulmans de posséder des armes à feu, car les musulmans de cette région associent souvent le droit de posséder des armes à feu à leur patrimoine religieux. En outre, l'accès facile aux armes et leur bas prix contribuent à leur prolifération. La contrebande des armes est également répandue, en raison de la configuration géographique du pays, des bénéfices énormes à réaliser, de la connivence de plus en plus courante entre les syndicats criminels et les agents de police, et de la participation de familles politiquement influentes. Encore aujourd'hui, malgré les efforts des gouvernements, les armes à feu prolifèrent à Mindanao.

Depuis 1946, le gouvernement philippin a aussi essayé de résoudre le conflit de Mindanao principalement par l'assimilation et l'autonomie, ainsi que par un assortiment de moyens militaires, politiques, économiques et sociaux. Cependant, les combats entre les forces gouvernementales et sécessionnistes ont continué jusqu'à la relative paix de 1996, instaurée à la signature de l'accord de paix entre le gouvernement et le MNLF.

L'intégration des forces du MNLF dans les forces armées et la police nationale philippines est le résultat positif le plus tangible de l'accord de paix de 1996. En septembre 1999, 4 850 membres du MNLF au total avaient été intégrés dans les deux forces. Cependant, la réintégration des membres du MNLF dans la société s'est faite sans désarmement ni démobilisation.